



MARCHES PUBLICS
HOSPICES CIVILS DE LYON
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT VAL RHONE CENTRE
DIRECTION DES ACHATS
45 RUE VILLON
CS 48283
69373 LYON CEDEX 08

Dossier de candidature

GESTION DE PARC IMAGERIE & MEDECINE NUCLEAIRE - IRIS

Lot n°1 : Imagerie radiologique

Lot n°2 : Médecine nucléaire

Date et heure limites de réception des candidatures

30 Janvier 2026 12 h30

PREAMBULE

Les articles L6132-1 à L6132-6, R6132-1 et suivant du Code de la Santé Publique instituent les Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT).

La convention constitutive conclue le 10 février 2023 et approuvée par arrêté du Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne Rhône Alpes n° 2023-17-0036 du 27 février 2023, institue le GHT Val Rhône Centre regroupant les Hospices Civils de Lyon, désignés **établissement support** et les **établissements parties** suivants :

- Le Centre Hospitalier de Beaurepaire, dont le siège est situé 41 avenue Louis Michel Villaz, 38270 Beaurepaire ;
- Le Centre Hospitalier de Condrieu, dont le siège est situé 10 rue de la Pavie, 69420 Condrieu ;
- Le Centre Hospitalier de Givors, dont le siège est situé 9 avenue Professeur Fleming BP122, 69700 Givors ;
- Le Centre hospitalier gériatrique du Mont d'Or, dont le siège est situé 6 rue Notre Dame, 69250 Albigny sur Saône ;
- L'hôpital intercommunal de Neuville et Fontaines sur Saône, dont le siège est situé 53 chemin de Parenty, 69250 Neuville sur Saône ;
- Le Centre Hospitalier du Pilat Rhodanien, dont le siège est situé 1 place Abbé Vincent, 42410 Pélussin ;
- Le Centre hospitalier de Sainte Foy lès Lyon, dont le siège est 78 chemin de Montray, 69110 Sainte Foy lès Lyon ;
- Le Centre Hospitalier de Vienne, dont le siège est situé montée du docteur Chapuis BP127, 38200 Vienne

ARTICLE 1 – PRESENTATION DU PROJET ET DE LA CONSULTATION

1.1. Présentation du projet IRIS

En 2016, les Hospices Civils de Lyon (HCL) se sont engagés dans un contrat de gestion optimisée du parc d'imagerie avec la signature d'un contrat d'une durée de 12 ans avec un partenaire industriel unique.

Ce partenariat a prouvé sa valeur, les Hospices Civils de Lyon ont décidé de mettre en place un nouveau contrat de gestion de Parc des équipements d'imagerie, l'extension du modèle à la radiologie interventionnelle de l'institut de cardiologie HCL, à la médecine nucléaire, le retrait des échographes futur contrat et l'extension à deux établissements parties du GHT Val Rhône Centre, les CHU de Vienne et Givors.

L'extension du modèle de gestion de parc à l'Institut de Cardiologie (pour les salles interventionnelles) dans un lot commun avec l'imagerie et à l'intégralité de la médecine nucléaire dans un lot dédié permettra de faire bénéficier davantage de secteurs à la valeur apportée par ce modèle de partenariat long terme et notamment :

- **Disposer d'un partenaire industriel unique par lot** (1 Imagerie et radiologie interventionnelle / 2 Médecine Nucléaire) et de **contrats robustes, agiles et flexibles inscrits dans la durée**, fortement liés au Projet stratégique 2035 des HCL
- **Accélérer l'innovation biomédicale et technologique au service des patients ; mobiliser l'Intelligence Artificielle au service de l'innovation des soins et des parcours, et de la transformation des HCL** : Assurer une bonne adéquation entre le parc mis à disposition et le besoin médical (durée de vie, fonctionnalités, évolutivité, impact carbone), flexibilité dans la mise en œuvre du programme de renouvellement et d'installation des équipements, disposer d'un accès privilégié aux innovations de l'industriel et renforcer l'activité de recherche. Être un partenaire de première ligne.
- **Piloter et innover avec la donnée**, pour un suivi plus fin des performances du contrat et de la gestion de parc
- **Développer le territoire universitaire de Santé dans le cadre du projet médical commun du GHT** (Intégration des CH de Vienne et de Givors)
- **Être leader en santé environnementale pour un avenir plus durable** : embarquer une approche RSE ambitieuse dans la gestion du parc d'imagerie via des clauses et des critères dédiés et engageants.

Ces objectifs sont également alignés avec les enjeux financiers de l'établissement, par une optimisation des coûts de fonctionnement et de maintenance des équipements.

En regard de la convention constitutive n° 2023-17-0036 instituant le GHT Val Rhône Centre, les établissements parties concernés sont :

- Les Hospices Civils de Lyon (Voir Annexe 2 pour détail des adresses)
- Le Centre Hospitalier de Givors, dont le siège est situé 9 avenue Professeur Fleming BP122, 69700 Givors ;
- Le Centre Hospitalier de Vienne, dont le siège est situé montée du docteur Chapuis BP127, 38200 Vienne

1.2. Objectifs et choix de la procédure de passation

L'objet de la procédure de passation initiée par les Hospices Civils de Lyon (HCL), sous la forme d'un **dialogue compétitif**, est d'aboutir à la solution la mieux appropriée pour répondre aux enjeux et ambitions, sur la durée.

Le modèle économique est ouvert et sera essentiellement en exploitation (Cl6). Il devra répondre aux objectifs financiers de flexibilité, de visibilité et de maîtrise des coûts. Il devra permettre d'adapter la solution, les échéances à l'évolution de l'environnement réglementaire (forfait technique par exemple).

La proposition devra comporter la fourniture des équipements ainsi que des prestations associées qui seront également co-construites avec les candidats au cours du dialogue compétitif afin de répondre au juste besoin et qui couvriront notamment :

- **Fourniture des équipements** : adéquation à l'activité, réponse au juste besoin et performance des équipements de dernière génération
- **Maintenance préventive et corrective des équipements en place** dans les établissements concernés par ce projet (parc GOPI rachetés par les HCL le cas échéant). Ces prestations font l'objet d'une Prestation Supplémentaire Eventuelle (cf. article 2.2 du Présent Appel à Candidatures)
- **Maintenance préventive et corrective ainsi que l'assistance technique des équipements fournis dans le cadre du contrat** afin d'en garantir la disponibilité optimale,
- **Formation initiale et continue** des équipes dédiées à l'utilisation des équipements, formation de niveau expert dans tous les domaines du contrat.
- **Travaux d'installation des équipements au sein des établissements** (cf. annexe E25_1665_Annexe 4_Limite de Prestations Travaux)
- **Partenariats recherche et innovation de premier plan** sur les sujets scientifiques, de recherche, un accès aux innovations technologiques et aux développements technologiques pendant toute la durée du contrat,
- **Considération des enjeux sociaux et environnementaux** pour la solution initiale et plan d'action ambitieux pour réduire l'empreinte carbone des HCL

Les modalités liées à la fourniture des différents équipements et prestations ainsi que le modèle économique le plus approprié (principalement en exploitation) seront discutés au cours du dialogue compétitif.

- **Coût global optimisé** : transparence des mécanismes financiers et agilité tout au long du contrat
- **Contrat** assurant robustesse, agilité, flexibilité et suivi tout au long du contrat
- **Gouvernance et pilotage** du contrat, définition d'indicateurs, cibles et plan d'actions associés

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des candidats sur l'impact de la composition du groupement d'entreprises selon le modèle économique susceptible d'être proposé et retenu.



1.3. Calendrier de la procédure donné à titre indicatif :

A l'issue de la première phase de sélection des candidats, le dialogue compétitif sera engagé sur la base indicative d'au moins trois phases programmées entre Février 2026 et le premier semestre 2027 avec un objectif de finalisation fin du deuxième semestre 2027.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'actualiser le calendrier de la procédure avec les candidats retenus à dialoguer. Les dates des différentes étapes seront confirmées préalablement par courrier.

Les candidats sont informés que la langue utilisée pendant le dialogue compétitif sera exclusivement la langue française.

Conformément à l'article R2143-16, les documents rédigés dans une autre langue et remis lors de la procédure doivent être obligatoirement traduits en français.

1.4. Durée du contrat

La durée envisagée pour chaque lot sera de l'ordre de 15 ans.

Les candidats proposeront leur offre initiale la durée la plus optimale, elle pourra être différente entre les 2 lots de la consultation.

Celle-ci sera discutée lors des phases du dialogue.

Cette durée sera définitivement fixée à l'issue des dialogues, au plus tard au stade de l'offre finale.

ARTICLE 2 – PERIMETRE ET ACTIVITE :

2.1. Périmètre des équipements prévus au contrat

Le périmètre cible des équipements diagnostics suivants :

- **LOT 1 « imagerie radiologique »**
 - Scanners, IRMs, et mammographes.
 - Salles interventionnelles du pôle imagerie et de l'Institut de cardiologie
- **LOT 2 « médecine nucléaire » :**
 - Gamma cameras,
 - TEP.

Les équipements et l'activité concernés par ce projet sont définis à l'annexe E25_1665_Annexe 3_Etat de parc IRIS Lot 1 et 2.

Les conditions de recours à la prestation de travaux d'installation seront envisagés par une gestion HCL avec le choix d'un ensemblier tous corps d'état conception/réalisation selon marché spécifique (cf. E25_1665_Annexe 4_Limite de Prestations Travaux)



2.2. Prestations supplémentaires éventuelles obligatoires (PSEO)

Des prestations supplémentaires obligatoires sont demandées par les Hospices Civils de Lyon. L'acceptation de ces prestations est à l'appréciation de l'acheteur.

Chaque candidat devra **obligatoirement** remettre une proposition pour chacune de ses prestations supplémentaires obligatoires suivantes et pour les 2 lots :

Maintenance forfaitaire Tous risques (F2) du parc actuel

La réponse aux prestations supplémentaires sera une réponse obligatoire en complétant l'annexe financière à l'acte d'engagement. A défaut de réponse, le candidat sera éliminé.

2.3. Les variantes :

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.4. Conditions de participation des candidats :

Aucune forme de groupement n'est imposée par la personne publique (L R2142-22). Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

- Le groupement est dit conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché.
- Le groupement est dit solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membre du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

En cas de réponse en groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

2.5. Contenu du dossier de candidature :

- E25_1665_Annexe 1_Procedure reponses dematerialisees
- E25_1665_Annexe 2_Adresses et conditions logistiques GHT
- E25_1665_Annexe 3_Etat de parc IRIS Lot 1 et 2
- E25_1665_Annexe 4_Limite de Prestations Travaux
- E25-1665_DC_DC1_NomFournisseur
- E25-1665_DC_DC2_NomFournisseur
- E25_1665_EXE_Att Legales

ARTICLE 2 –EXPRESSION DES BESOINS (lot n°1 et lot n°2)

2.1. Partie technique :

Sur la base de l'état de parc énoncé ci-avant et de l'activité, les candidats devront faire des propositions de planification d'installations, remplacement, redimensionnement des parcs d'équipements tout au long du marché. Le modèle économique proposé devra apporter la flexibilité nécessaire

Dans un objectif d'optimisation technique et économique permettant d'assurer une prise en charge performante et de qualité, les candidats devront être force de propositions quant à la composition du



parc (quantitative et qualitative) sur tous les sites tout en respectant les besoins énoncés ci-avant et en adéquation avec l'activité.

Les équipements bénéficient dans le cadre du marché d'une évolutivité des fonctionnalités installées ainsi qu'une mise à niveau des plateformes logicielles. Les limitations seront discutées avec les candidats durant le dialogue compétitif.

Les HCL et Etablissements Parties veulent être un client prioritaire pour bénéficier des innovations technologiques disponibles commercialement. Ce point sera discuté durant le dialogue compétitif.

Dans le cadre du contrat, les états de parc seront à la charge du titulaire. Ce point sera discuté durant le dialogue compétitif.

2.2. Prestations associées :

2.2.1. Maintenance des équipements :

Les HCL souhaitent co-construire des prestations de maintenance préventive et corrective pour tous les équipements du périmètre (incluant main-d'œuvre, déplacement et fourniture des pièces détachées) et leurs éventuelles limites.

- Intégralité du parc en tous risques
- Maximisation/optimisation du parc sur site HCL
- Taux de disponibilité du parc
- Quantification du parc avec proposition de maintien d'activité en cas de maintenance préventive, curative.
- Accompagnement et suivi (indicateurs, ...)
- COPIL annuel avec chiffres SAV de l'année

Les HCL souhaitent également discuter de la maintenance évolutive (upgrade) proposée par les candidats sur leurs équipements.

2.2.2. Formation des équipes :

La formation initiale de toutes les équipes est prévue à chaque installation d'un équipement et sur demande pour tout nouvel arrivant aux HCL.

Un suivi sous forme d'assistance technique et de formation continue est mis en œuvre tout au long de la vie des équipements pour assurer une optimisation de l'exploitation des équipements et, en cas d'évolution technologique, une actualisation des connaissances.

- FORMATION Médicale et paramédicale
 - Engagement fort pour l'ensemble des utilisateurs et autres intervenants
 - Garantie d'une formation de niveau expert pour maximiser l'utilisation du matériel
- Accompagnement et suivi
 - Formation
 - Technique : documentation à jour
 - Maintenance
 - Contractuel: COPIL, indicateurs, données financières, RSE, ...



Conformément aux article R 2124-3-4° et R2124-5 du code de la commande publique, le recours à cette procédure est motivé par la complexité du marché public envisagé, tant d'un point de vue technique, que juridique et financier :

- **Technique** : complexité du renouvellement pour le lot 1 et mise en place d'une gestion de parc pour le lot 2 en adéquation avec l'activité médicale du GHT ; périmètre et contenu des services associés pouvant être proposés en lien avec les équipements installés (maintenance des équipements, accompagnement et formation des opérateurs, partenariat recherche, partenariat innovation/technologique)
- **Juridique et financier** : mise en œuvre des engagements susceptibles de garantir, durant toute la durée du marché, la prise en compte des évolutions et le niveau optimal des solutions techniques proposées, prise en compte de problématiques juridiques et contractuelles particulières tenant aux engagements de performance et de maintenance.

Il n'est pas prévu d'accorder des primes aux opérateurs candidats qui participeront au dialogue compétitif.

Forme du marché :

La forme du marché sera définitivement fixée à l'issue du dialogue en fonction de la solution et du modèle économique proposés

La procédure se déroulera selon les étapes suivantes :

3.1. Etape 1 – Evaluation et sélection des candidatures :

Il est rappelé que pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs tiers et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché en produisant un engagement écrit et signé de la part de ce(s) opérateur(s) tiers.

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des candidats sur l'impact de la composition du groupement d'entreprise selon le modèle économique susceptible d'être proposé et retenu.

Il est rappelé que la candidature une fois déposée n'est pas modifiable.

Chaque candidat ou membre du groupement aura à produire **pour chaque lot sur lequel il souhaite candidater** un dossier complet comprenant impérativement les pièces visées ci-dessous.

Les éléments du dossier de candidature ainsi que les offres des candidats sont entièrement rédigés en langue française et exprimés en EUROS.

Les candidats remettent à l'appui de leur candidature :

- La lettre de candidature (DC1, DC2) présentant le candidat ou le groupement candidat ;

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat ;
- La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;
- Preuve d'une assurance de responsabilité civile professionnelle en cours de validité.
- **Capacité économique et financière**
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires Monde, Europe et France en précisant dans chaque cas la part relative à l'activité de radiologie et médecine nucléaire du lot concerné réalisée au cours des 3 dernières années, ou tout document équivalent ;
 - Attestation comptable ou document équivalent (illustrant le Chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation) des exercices 2023, 2024 et 2025 ;
 - Document indiquant la part du chiffre d'affaires monde et du marché français injecté dans la recherche et développement ;
- **Capacité professionnelle**
 - Références les plus significatives en matière de gestion de parc d'imagerie du lot concerné ou d'autres modèle économique s'en approchant (client non propriétaire du parc) en France et/ou Europe: préciser sous forme de tableau l'établissement privé/public concerné, la durée du contrat, la date de mise en place, le montant et périmètre du contrat (nombre et type d'équipements concernés ainsi que les prestations associées en lien avec les équipements) ;
 - Pour chaque référence détaillée il est demandé les coordonnées d'une personne à contacter auprès du client cité (au moins les coordonnées téléphoniques et courriel) ;
 - **Minimum 3 projets similaire en Gestion de parc en France et en Europe**
- **Capacité technique**
 - Capacité d'accompagnement de projet complexe (audit de fonctionnement, proposition de solutions d'organisation, accompagnement de démarches d'accréditation, sites de production avec leur répartition géographique dans le monde en lien avec l'objet du marché).
 - Accompagnement de la mise en oeuvre, analyse des risques
 - Présentation des effectifs : implantation et SAV et répartition géographique (Nombre de techniciens et formation)
 - Présentation des effectifs dédiés à la formation (Nombre de formateurs et formation)

Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière et ou technique, l'un des renseignements ou documents demandés, il pourra prouver sa capacité par tout autre document permettant d'en attester de manière



équivalente.

- Le document « Accord de souscription à une plateforme de diffusion des attestations légales en cas d'attribution » dûment complété.

Pour le renouvellement et la simplification de la transmission des documents administratifs tout en préservant leur sécurisation, les Hospices Civils de Lyon ont sélectionné un tiers de confiance : attestationlegale.fr - Tél : 04 72 38 32 58.

Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière et ou technique, l'un des renseignements ou documents demandés, il pourra prouver sa capacité par tout autre document permettant d'en attester de manière équivalente.

- Le document « Accord de souscription à une plateforme de diffusion des attestations légales en cas d'attribution » complété le cas échéant.
- Pour le renouvellement et la simplification de la transmission des documents administratifs tout en préservant leur sécurisation, les Hospices Civils de Lyon ont sélectionné un tiers de confiance : attestationlegale.fr - Tél : 04 72 38 32 58.

Le jugement des candidatures sera effectué pour chaque lot à partir des critères suivants selon les pondérations indiquées :

1) Capacité professionnelle du candidat : 40%

Ce critère de candidature sera apprécié sur la base des éléments communiqués dans le cadre des documents et information sollicités

2) Capacité technique : 40%

Ce critère de candidature sera apprécié sur la base des éléments communiqués dans le cadre des documents et information sollicités

3) Capacité économique et financière : 20%

Ce critère de candidature sera apprécié sur la base des éléments communiqués dans le cadre des documents et information sollicités

Le nombre de candidats invités à participer au dialogue sera de trois (3) par lot, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats satisfaisant aux critères de sélection.

3.2. Etape 2 – Dialogue avec les candidats présélectionnés dans le cadre de l'étape 1 :

Pour chaque lot, au terme de l'évaluation des candidatures, les candidats sélectionnés à la poursuite de la procédure recevront une invitation à participer au dialogue, notifiée par le Pouvoir Adjudicateur, laquelle précisera :

- les modalités de présentation du projet par les candidats,
- l'ensemble des clauses qui seront discutées, celles-ci serviront de base aux discussions menées dans le cadre du dialogue compétitif avec les candidats sélectionnés.



L'invitation à participer au dialogue précisera les conditions de déroulement des réunions et auditions de la procédure de dialogue compétitif ainsi que les modalités de présentation des offres finales.

La première réunion de dialogue se tiendra courant du premier semestre 2026 à la Direction des Achats des Hospices Civils de Lyon. **A titre indicatif courant juin 2026.**

3.3. Etape 3 – Évaluation et sélection des offres :

Après la clôture de l'étape 2 et pour chaque lot, les candidats ayant participé à toutes les phases du dialogue compétitif seront invités à remettre leur offre finale sur la base de la ou des solutions qui ont été spécifiées et présentées au cours du dialogue.

Les critères intervenants pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

Critère 1	Réponse technique au besoin médical <i>Sera jugé l'adéquation du matériel et des solutions techniques en lien avec les différentes activités, les équipements connexes, et la qualité technique sur la base d'un mémoire technique)</i>	25%
Critère 2	Coût complet de la solution <i>Sera jugé le coût global de la solution sur toute la durée du contrat en intégrant l'ensemble des coûts.</i>	25%
Critère 3	Partenariat recherche et innovation <i>Sera jugé la proposition d'accompagnement scientifique, la poursuite des contrats existants, les montant des accords recherches, et la gestion de la propriété intellectuelle.)</i>	10%
Critère 4	Gestion de projet <i>Sera jugé les propositions d'indicateurs de performance, les plans de progrès, les propositions de pénalités, et le modèle de pilotage du contrat et l'équipe dédiée.</i>	10%
Critère 5	Prestations et services <i>Sera jugé l'adéquation des prestations associées en lien avec l'activité (maintenance, formation, SAV et autres services).</i>	5%
Critère 6	Robustesse et flexibilité du contrat <i>Sera jugé le taux exclusivité et les incidences, la sortie de contrat, et les accès aux produits hors gamme</i>	15%
Critère 7	Environnement et développement durable <i>Sera jugé l'accompagnement et l'analyse de cycle de vie et les solutions et actions visant à réduire l'empreinte carbone des HCL.</i>	10%



ARTICLE 4 – DISPOSITIONS GENERALES

4.1. Modalités d'obtention du dossier de candidature :

Conformément à l'arrêté du 27 juillet 2018, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est pas obligatoire.

Toutefois, les Hospices Civils de Lyon souhaitent attirer l'attention des soumissionnaires sur le fait que l'identification permet aux candidats d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE.

Les candidats qui ne s'identifieront pas préalablement ne pourront être alertés.

Le dossier de consultation est téléchargeable en se connectant à :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

4.2. Modification de détail du dossier :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des plis. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des plis est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.3. Communication dématérialisée :

Le candidat doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée de la consultation. Celle-ci permettra aux Hospices Civils de Lyon la notification de document et/ou la transmission d'informations.

Cette adresse mail doit figurer dans la lettre de candidature et en cas de modification de celle-ci, le pouvoir adjudicateur doit être averti dans les plus brefs délais.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'ENVOI DES PLIS

Les opérateurs économiques remettront leur candidature exclusivement sur le profil acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant la date et l'heure limite de réception des plis.

La transmission des documents fera l'objet d'un accusé de réception électronique. Seules les dates et heures reprises par cet accusé de réception et générées par le dispositif d'horodatage de la plateforme d'acheteur font foi pour le traitement de la procédure.

Aucune autre forme de transmission par voie électronique (par exemple, par courrier électronique) ne sera acceptée.



Pour les modalités pratiques de constitution et de transmission des plis par voie électronique, le prestataire devra se conformer aux dispositions indiquées dans la note de procédure figurant dans l'annexe : E25_1665_Annexe 1 Procédure réponses dématérialisées

Le candidat dispose également de la faculté d'envoyer une copie de sauvegarde de sa réponse par voie dématérialisée.

ARTICLE 6 – DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur le profil acheteur soit la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques six (6) jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande dix (10) jours maximum avant la date limite fixée pour la réception des plis (hors cas d'application de l'article 4.2 du présent Règlement : modification de détail apportée par le pouvoir adjudicateur).

Les demandes adressées par tout autre moyen (en particulier via des adresses mails nominatives ou par télécopies) ne seront pas prises en compte.

ARTICLE 7 – REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

- Les informations personnelles (nom, prénom, fonction, adresse, téléphone, mail, cartes de visite) collectées par les HCL dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés ne sont utilisées qu'en lien avec les marchés, les processus achats et approvisionnements. Ces données sont conservées, dans le cadre des marchés, suivant les durées de conservation légale des différents documents administratifs. Certaines données peuvent être conservées plus longtemps (ex : contact commercial, ...). Pendant cette période, nous mettons en place tous moyens aptes à assurer la confidentialité et la sécurité de vos données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés. Pour exercer vos droits, contactez : dpo@chu-lyon.fr.
- L'accès à vos données personnelles est strictement limité aux salariés des HCL et, le cas échéant, à nos sous-traitants. Les sous-traitants en question sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser vos données qu'en conformité avec nos dispositions contractuelles et la législation applicable. En dehors des cas énoncés ci-dessus, les HCL s'engagent à ne pas vendre louer, céder ni donner accès à des tiers à vos données sans votre consentement préalable, à moins d'y être contraints en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, continuité du service public hospitalier, etc.).